

page 677 lectures

PRE

PYRRHIC VICTORY: FRENCH STRATEGY AND OPERATIONS IN THE GREAT WAR

Robert A. Doughty

Cambridge (MA), Harvard University Press, 2008, 592 pages

Il faut saluer cette parution d'un ouvrage qui renoue avec l'histoire militaire, genre délaissé en France puisque le dernier livre de référence paru sur la guerre de 1914-1918 est celui du général Gambiez et du colonel Suire, intitulé *Histoire de la première guerre mondiale* et publié en 1968. Cette étude renouvelle profondément le sujet, en se fondant sur des sources françaises jusqu'à présent peu consultées ou analysées. Elle ne se contente pas de revisiter et d'actualiser les connaissances sur le conflit d'un point de vue uniquement militaire, mais en présente également de manière synthétique les aspects diplomatiques et politiques, afin de faire apparaître les raisonnements et les choix d'acteurs qui, par définition, ignoraient la manière dont le conflit se terminerait.

Une autre particularité de cette somme est qu'elle a été écrite par un général historien américain, professeur, puis directeur du cours d'histoire de West Point de 1985 à 2005. Il faut s'en réjouir, tout d'abord parce que les chercheurs anglo-saxons disposeront enfin d'un outil de travail qui n'existait pas dans leur langue. Jusqu'à présent, faute de connaissances linguistiques, ces derniers oubliaient en effet souvent dans leurs travaux outre-Manche ou outre-Atlantique l'importance de la participation française à la Grande Guerre. On sait combien l'analyse de cette guerre mondiale se décline en effet dans le monde scientifique sous forme d'histoires nationales parallèles, l'apport des autres États se trouvant singulièrement minoré, voire ignoré selon la version. Pour dépasser ces tropismes nationaux, rien ne vaut un chercheur tel que Robert A. Doughty, francophile, qui s'est plongé sans *a priori* dans les sources françaises tout en gardant un regard distancié sur l'objet de son étude. Ceci explique en particulier la réussite de son ouvrage, comme ce fut déjà le cas voici quelques années pour ceux de Robert Paxton sur Vichy.

On ne peut ici que donner un aperçu des thèmes traités sur près de 600 pages. La description des opérations militaires est très fouillée bien qu'il y ait peu de cartes, ces dernières étant toutefois intelligemment conçues. La moitié de l'ouvrage traite de 1914-1915, période fort peu explorée par les livres existants, hormis l'épisode de la Marne. Doughty rend bien compte de l'importance, de la nature et de l'intensité des débats doctrinaux de l'époque, tentatives d'inventer une réponse au blocage de la situation, comme en témoignent les titres des premiers chapitres : « Transformations de l'armée française », « Guerre de mouvement », « Guerre de siège 1914-1915 », « Stratégie offensive de mai à octobre 1915 ». Les théories issues de ce débat, nombreuses et en apparence cohérentes

intellectuellement, ont néanmoins été presque toujours démenties par le déroulement des événements. Jusqu'en 1917, l'état-major s'est ainsi attaché à une idée simple : mener une stratégie multi-fronts. Si l'un des Alliés était agressé, il fallait attaquer, pour le soulager et attirer une partie des forces de l'ennemi, même sans espoir de réussite. Si l'Allié était en position de force, l'attaque se portait simultanément sur deux fronts, dans l'espoir d'user l'adversaire jusqu'à la « rupture » – un leitmotiv. Cette doctrine explique les attaques incessantes de 1915, décousues, mal appuyées, qui visaient à retenir les forces allemandes sur notre territoire quand notre allié du front oriental se trouvait en difficulté, en particulier à partir de mai 1915. À la source de ce raisonnement, le postulat selon lequel les forces adverses, disposant d'un volume de forces réparti sur les deux fronts, s'épuiserait à faire basculer une partie de ces dernières d'un côté à l'autre quand l'un des fronts serait menacé, ce qui permettrait en retour aux forces alliées du front momentanément allégé de tenter leur chance. On sait maintenant que ce postulat était erroné.

L'Allemagne n'a en fait engagé globalement sur le terrain en août 1914 qu'un million et demi de soldats. Tirant parti de son potentiel démographique, elle n'a cessé de monter en puissance jusqu'en juin 1917 : à cette date, elle sera forte de 5,2 millions de recrues. Alors qu'en août 1914, l'armée allemande comptait 1 300 000 soldats à l'Ouest et 200 000 à l'Est, elle en mobilisait 2 400 000 à l'Ouest et 1 067 000 à l'Est en juillet 1915. Dans les statistiques, on ne repère un effet du type espéré par les Alliés qu'en juillet 1916, lorsqu'un surplus de 150 000 hommes quitte l'Ouest pour l'Est suite à l'offensive Broussilov. C'est à cette même période que la théorie des attaques simultanées s'avère pour une fois opérationnelle : de juillet à octobre 1916, la conjonction des pertes allemandes à l'Est, à Verdun et sur la Somme fait brutalement passer du simple au double le niveau des pertes allemandes. Hormis cet exemple, l'application de la doctrine des Alliés a échoué. On peut d'ailleurs regretter que l'auteur n'ait pas tenté de mieux analyser les concepts élaborés en Allemagne, en regard, pour répondre au blocage de la guerre.

Le chapitre V, « La recherche de stratégies alternatives », est quant à lui intéressant car il montre à quel point les évolutions diplomatiques ont eu des conséquences pratiques sur le mode de gestion militaire de la guerre, en particulier en ce qui concerne l'intervention dans les Balkans. La conclusion de la Triple Entente a en effet permis de constituer une alliance de revers, avec la suggestion implicite que son efficacité serait d'autant plus grande que les parties alliées attaqueraient simultanément leur adversaire le plus tôt possible. La fuite en avant par l'offensive à outrance a été ainsi confortée par un constat géopolitique.

Néanmoins, conclure une alliance est une chose ; mener harmonieusement une coopération militaire en est une autre. C'est ce que martèle Robert A. Doughty, par ses longs et judicieux développements sur les tensions cycliques surgies dans les échanges franco-britanniques. Dès le début de la guerre, la Grande-Bretagne, en retrait, a porté une vision planétaire de la guerre bien différente de celle d'une France obnubilée par le désastre initial et la nécessité de reconquérir ses provinces envahies. Lord Kitchener rappelait ainsi dans une note de mars 1915 qu'après la guerre, les vieilles inimitiés avec les Russes et les Français risquaient de resurgir, et qu'il fallait penser aux intérêts de la Grande-Bretagne, en particulier lors de la future répartition des territoires d'Asie mineure. De son côté, le général Bailloud, au sortir de sa mission aux Dardanelles sous commandement britannique, concluait désabusé dans une lettre à Alexandre Millerand : « Nous ne pouvons pas compter sur l'aide des Anglais, non seulement quand leurs intérêts essentiels sont en opposition avec les nôtres, mais même quand c'est une simple question de fierté et de prestige ». Il est impossible de faire abstraction, dans une alliance qui demande tant de sacrifices, des sensibilités nationales. Doughty ne cache rien des tensions et chamailleries, des reproches réciproques, des jugements de valeur à l'emporte-pièce qui ont émaillé la retraite de la Marne, les combats de la Somme, l'offensive Nivelle, jusqu'aux grandes opérations de 1918.

À partir de 1916, les deux camps doivent affronter la réalité déplaisante d'une guerre d'usure, la pire de toutes, détestée des politiques comme des opinions publiques, qui attendent de leurs généraux la « bataille décisive ». C'est à l'impossibilité de répondre à cette exigence que le général Joffre doit en partie son limogeage. Doughty dresse un portrait assez équilibré du personnage, tout en proposant un point de vue partial sur le général de Castelnau – il reproduit de fait sans regard critique aucun les reproches qui étaient adressés à ce dernier par l'entourage du général Joffre. Le général Nivelle a quant à lui obtenu les faveurs de la classe politique, car il lui a promis la bataille décisive espérée. Très rapidement, sa position devient cependant intenable : il se heurte au scepticisme de ses subordonnés, à la méfiance de ses alliés politiques et à la mauvaise volonté du maréchal Haig, qui refuse de se plier à ses directives. Enfin, l'auteur expose les conceptions du général Pétain, sans conteste les plus pragmatiques, et explique pourquoi, à partir de fin 1917, l'armée française agit sous la direction de deux généraux aux idées en grande part opposées : Pétain et Foch. Ce dernier est présenté dans l'ouvrage sous un jour très favorable, qui contraste avec l'image d'un général Pétain pessimiste et malmené par les événements à la fin de la

guerre. Doughty s'est apparemment laissé influencer par la vision de Jean-Baptiste Duroselle...

Il faut pour conclure retenir l'exposition magistrale du grave problème que rencontrent les Alliés en 1918 : leur crainte de l'effondrement par manque d'effectifs, que les Alliés initiaux ne viennent plus grossir. On mesure alors bien à quel point l'arrivée des jeunes troupes américaines a pu être attendue, dans l'angoisse.

Général André Bach

RELATIONS INTERNATIONALES

DEMAIN EST UN AUTRE MONDE : JOURNAL DE ROUTE 1976-2006

Francis Gutmann
Paris, L'Harmattan, 2008,
316 pages

Le sous-titre semble nous menacer de « Mémoires », mais c'est de mémoire simple qu'il est ici question, celle qui accumule pour rationaliser l'avenir, ou simplement d'un mémoire sur les errances du présent. Francis Gutmann, ambassadeur de France aux prestigieuses expériences, au Quai d'Orsay ou à la tête de grandes entreprises, choisit en effet ici non la narration, mais une forme plus exigeante : la confrontation avec les analyses rédigées au fil de trois décennies. Et le moins que l'on puisse dire est que ces trois décennies, qui virent les derniers soubresauts de la guerre froide, l'effondrement du camp soviétique, l'accélération de la mondialisation et des développements technologiques, les incertitudes, les errances d'un monde nouveau que la naïveté des années 1990 voyait pacifié – ces trois décennies sont propices à la réflexion sur les trois sujets phares auxquels se mesure l'auteur : le monde, la France, et simplement l'Homme dans ce monde qui change, et passe.

On ne peut ici que suggérer la richesse de ce livre ; il faut revenir sans cesse aux questions traitées pour lui faire justice. Quant au suivi de l'évolution du système international, la vision est d'autant plus intéressante qu'elle est celle du diplomate qui

s'appuie sur des expériences non relevées, non révélées – et pourtant combien riches... – pour en tirer des perspectives de structure. À cet égard, la partie centrale de l'ouvrage, « La fin des certitudes, 1987-1997 », constitue un remarquable tableau géopolitique contemporain : puissances en devenir ou incertaines de leur surface nouvelle, grandes interrogations transversales (démographiques, économiques, technologiques, stratégiques, etc.) d'un monde officiellement désidéologisé.

On s'attachera aussi, parmi d'autres richesses, aux réflexions sur « la troisième démocratie », celle qu'appelle, et qu'ébauche l'auteur pour répondre aux défis d'un monde globalisé, c'est-à-dire ouvert et parcellisé. Si la première démocratie – athénienne – se base sur l'affirmation de l'individu, si la deuxième démocratie – celle qui s'affirme au XVIII^e siècle – s'efforce d'intégrer l'individualisme dans la notion de bien commun, à quoi pourrait ressembler une nouvelle démocratie, chargée pour le monde contemporain d'articuler des communautés valorisées par l'éclatement du monde et des individus valorisés par la technologie dans une même « gouvernance » – mot à la mode, mot-valise, mais pertinent en ce sens qu'il exprime au moins l'extrême complexité du gouvernement des sociétés politiques contemporaines ?

Et puis F. Gutmann parle aussi, toujours, de la France. Avec un amour sans faille et une lucidité

parfois féroce. On croit ici ou là entendre Georges Bernanos : hélas le coq, volatile imbécile, représente trop souvent bien ce pays « qui se croit »... « J'aime mon pays », écrit F. Gutmann, « non pas en fonction d'une hypothétique supériorité par rapport à d'autres pays, mais parce qu'il procure à ma propre personne la possibilité de se prolonger et de se dépasser sans se détruire, dans un faisceau durable de solidarités concrètes avec d'autres individus et un entour commun. J'y suis à la fois moi et chez moi ». D'où, en particulier dans la dernière partie de l'ouvrage, de précieuses réflexions sur l'avenir de l'Europe, ou plutôt de l'Union européenne, cette institution politique que les gens pressés prennent pour un continent, et qui manque avant tout d'une définition des relations entre nations composantes et de structures de pensée et d'action communes.

Sous toutes ces pages court cette interrogation : que nous disent les misères politiques contemporaines de l'Homme, seul animal pensant, ou appelant, la transcendance ? La puissance de ces pages, littérairement brillantes, qui alternent fresques et méditations, oblige à parcourir tout le spectre des questionnements possibles : *in fine*, quelle réflexion géopolitique, politique, vaut, dure, sans interrogation sur les fins dernières ? Fins dernières sur l'Homme ou les sociétés humaines – à volonté.

Dominique David

PENSER LA GUERRE. L'APPORT CONSTRUCTIVISTE

Thomas Lindemann
Paris, L'Harmattan, 2008,
230 pages

Dans cet ouvrage au titre aronien, Thomas Lindemann s'attache à mettre en évidence l'apport du constructivisme à l'étude des problèmes soulevés par la genèse des conflits armés et la régulation de la violence dans la société internationale. Sa thèse de doctorat sur « Les doctrines darwiniennes et la guerre de 1914 » se situait déjà dans cette mouvance dans la mesure où elle soulignait le rôle des perceptions erronées du rapport des forces et de l'affirmation d'identités à connotations raciales dans le déclenchement de la première guerre mondiale. Depuis lors, l'auteur a poursuivi ses recherches sur les stratégies militaires et la sociologie des conflits, et son dernier livre se présente comme une synthèse de ses travaux antérieurs.

Dans les chapitres introductifs, Th. Lindemann donne un aperçu des théories constructivistes, mettant l'accent sur leurs principales caractéristiques. Une place centrale est accordée aux variables « idéelles » et aux « dissonances cognitives » qui expliquent la pluralité des rationalités et la difficulté d'évaluer correctement l'environnement international. En outre, les intérêts des acteurs varient selon la conception qu'ils ont de leur propre identité ; la propension à l'agres-

sion armée serait particulièrement forte chez les États qui se réclament d'une identité exclusive. En revanche, le sentiment d'appartenance à une communauté homogène constituerait un facteur de paix dans les relations entre les États membres de cette communauté. Dans l'optique constructiviste, les guerres procéderaient donc essentiellement de perceptions faussées, d'« identités irritables » et de l'absence de normes et d'identités partagées.

La deuxième partie du livre est consacrée à l'étude de quatre cas dont l'objet est de vérifier la pertinence de la méthode constructiviste dans l'élucidation des problèmes soulevés par l'étiologie des conflits armés. Sur les origines de la première guerre mondiale, l'auteur reprend en l'affinant l'argumentation qui sous-tendait sa thèse de doctorat et attribue au darwinisme social qui imprégnait la *Weltanschauung* des dirigeants de l'empire wilhelminien les décisions hasardeuses qui ont compromis la recherche d'une solution diplomatique à la crise de juillet 1914. La thèse selon laquelle les démocraties ne se font pas la guerre lui inspire des réserves, et il estime qu'elle manquait de consistance avant la fin de la seconde guerre mondiale. Toutefois, la bipolarisation de la politique internationale après 1945 a conduit à la transformation de l'Alliance atlantique en une communauté de sécurité, de sorte que la « paix démocratique » a des chances d'être stable et durable dans le monde

occidental, mais aura du mal à s'imposer dans d'autres espaces géostratégiques.

Les chapitres consacrés à la gestion des crises et aux guerres menées par les États-Unis après la fin de la guerre froide font cependant apparaître les limites du constructivisme. L'auteur plaide en faveur d'une « reconnaissance apaisante » pour éviter que les acteurs impliqués dans une négociation diplomatique ne préfèrent une rupture lourde de périls à un arrangement qui leur ferait perdre la face. Il est vrai qu'une telle attitude a produit les effets escomptés lors de la crise des fusées à Cuba en 1962 et lors de l'aménagement du système de sécurité en Europe après l'effondrement de l'ordre bipolaire. Il serait néanmoins téméraire d'affirmer que la guerre des Six Jours de 1967 et celle des États-Unis contre l'Irak en 2003 auraient pu être empêchées en appliquant cette méthode. Au demeurant, l'auteur en convient implicitement lorsqu'il analyse les guerres « identitaires » conduites par les Américains au nom de la défense des droits de l'Homme et de la promotion de la démocratie dans le « Grand Moyen-Orient ». Quant à l'impuissance de l'armée américaine à « gagner les cœurs et les esprits » dans des guerres asymétriques, elle se manifeste avec éclat depuis l'occupation de l'Irak.

L'ouvrage de Thomas Lindemann met bien en évidence l'apport du constructivisme à la régulation de

la violence internationale, mais ne récuse pas pour autant les approches ressortissant au réalisme et au libéralisme. À cet égard, il ne s'écarte pas de la ligne suivie par les constructivistes, puisque les normes et les intérêts ne s'opposent pas mais se complètent, et que « l'anarchie étant ce que les États en font » (Alexander Wendt), elle peut revêtir la forme hobbesienne de la « guerre de tous contre tous » ou la forme kantienne du règlement pacifique des différends. Or, force est de constater que de nombreux États, et notamment les États-Unis, n'ont pas intériorisé la « culture anarchique kantienne », et qu'avec l'opération Liberté pour l'Irak de 2003 on a assisté à un retour de l'état de guerre et de l'anarchie hobbesienne. Dans ces conditions, les promesses du constructivisme dans le domaine de la régulation de la violence risquent de n'être pas tenues, et il est probable que les autres écoles de pensée en profiteront pour redorer leur blason.

Jean Klein

HISTOIRE

IRAQ: A POLITICAL HISTORY FROM INDEPENDENCE TO OCCUPATION

Adeed Dawisha
Princeton, Princeton University
Press, 2009, 408 pages

En se lançant dans l'écriture de l'histoire contemporaine de son pays natal, l'universitaire américano-

irakien Adeed Dawisha entendait répondre à ses propres interrogations sur les difficultés de la transition amorcée avec le renversement de Saddam Hussein. Dans cette entreprise, il s'est attaché à examiner les étapes du processus de construction étatique en Irak, en le décomposant en trois volets corrélés : la consolidation des institutions, leur légitimation (ou non) par des pratiques démocratiques et le dépassement des solidarités traditionnelles au profit d'un sentiment national. L'échec de ce processus, qui a favorisé la survivance d'un principe ethno-sectaire d'organisation de la société, est, à ses yeux, le principal facteur d'explication des troubles que l'Irak a connus depuis 2003.

Le grand mérite de ce livre est de retracer l'histoire contemporaine de l'Irak de façon claire, concise et fluide. Aussi méthodique qu'accessible, il s'agit d'une introduction remarquable pour quiconque souhaite acquérir les bases d'une meilleure compréhension du sujet. Pour le lecteur plus averti, ce livre a le défaut de ses qualités : il offre une excellente synthèse de ce que l'on savait déjà... sur un pays dont on sait décidément trop peu de choses.

Dawisha apporte peu de matière nouvelle sur le plan des sources, hormis un dépouillement rigoureux de la presse irakienne au moment des élections de 2005. Symptomatiquement, le livre est le

plus faible sur l'ère la moins bien couverte par la littérature existante, à savoir le régime de S. Hussein, dont une compréhension plus fine enrichirait l'analyse. Or il est impossible de dépasser une approche somme toute conventionnelle et réductrice de cette période sans plonger dans les archives désormais accessibles, ou s'aventurer dans le domaine encore vierge de l'histoire orale. De nombreuses thèses rédigées à l'étranger par des boursiers irakiens dans les années 1970 et 1980 constituent une autre manne non exploitée à ce jour.

À signaler : plusieurs auteurs se sont attaqués, ces dernières années, à de véritables lacunes, en puisant à des sources originales. On peut citer Toby Dodge sur l'impact de l'imaginaire colonial dans les années de formation de l'État irakien, Wendell Steavenson, qui s'est penchée sur les ambiguïtés de la domination sous S. Hussein à travers la trajectoire biographique d'un officier, ou encore Dina Khoury, qui s'attache à la guerre Iran-Irak telle que racontée par des soldats du rang¹. Quelques rapports produits par des instances américaines, nourris d'interrogatoires et d'entretiens avec de hauts responsables du régime de S. Hussein, apportent

des éclairages précieux sur l'appareil de pouvoir avant 2003².

Sur un plan plus théorique, A. Dawisha aurait pu pousser son raisonnement plus loin. Certes, la faillite du processus de construction étatique, puis la destruction de ce qui restait de l'État, expliquent en partie les tensions ethniques et sectaires qui ont caractérisé la période post-2003. Mais toute historiographie centrée sur la capitale, ses élites et ses institutions révèle d'elle-même ses limites, puisqu'elle suggère l'importance des processus non étatiques qui se dessinent en creux et que, justement, elle n'éclucide pas. Un besoin criant se fait sentir d'une sociohistoire qui s'intéresserait aux clivages intra-communautaires, aux identités locales, aux mouvements de population, aux mutations du monde tribal ou à celles de villes vidées de leurs classes moyennes, ce qui a facilité la prise du pouvoir (y compris après 2003) par des outsiders sociaux.

Enfin, l'ethno-sectarisme ne peut être réduit à un héritage du passé : il renvoie à des stratégies politiques très actuelles, aux effets performatifs des préconceptions de l'occupant, et à la différenciation croissante des expériences collectives depuis 1991. La

1. T. Dodge, *Inventing Iraq: the Failure of Nation-Building and A History Denied*, New York, Columbia University Press, 2003 ; W. Steavenson, *The Weight of a Mustard Seed: An Iraqi General's Moral Journey During the Time of Saddam*, Londres, Collins, 2009 ; D. Khoury, *War, Citizenship and Remembrance in Iraq* (à paraître).

2. Ch. Duelfer, *Comprehensive Report of the Special Advisor to the DCI on Iraq's WMD*, 2004 ; K. Woods et al., *A View of Operation Iraqi Freedom from Saddam's Senior Leadership*, Joint Center for Operational Analysis and Lessons Learned, 2006 ; K. Woods, *The Mother of all Battles*, Annapolis, Naval Institute Press, 2008.

difficulté pour l'historien consiste, plutôt qu'à reconstruire une historiographie unifiée – épousant du reste les frontières du projet étatique dont il souligne pourtant l'échec, à multiplier les échelles d'analyse pour comprendre des dynamiques qui s'inscrivent souvent à des niveaux infra- et supra-étatiques. Ce défi, pour l'essentiel, reste à relever.

Peter Harling

HISTOIRE DE LA GÉORGIE : LA CLÉ DU CAUCASE

Pierre Razoux

Paris, Perrin, 2009, 400 pages

Le lecteur pressé sera tenté d'ouvrir l'ouvrage par la fin : la narration de l'épisode, peu glorieux pour la Géorgie, de l'été 2008. Il y trouvera de fait une description détaillée des événements, appuyée sur des informations incontestables et souvent peu reprises ailleurs. Même pressé, le lecteur aurait pourtant tort de ne pas reprendre l'histoire du début.

C'est en effet le mérite principal de ce livre que de retracer dans son étrange complexité l'histoire de ce pays du Caucase, faite de bruits et de fureurs. Cartes originales à l'appui, Pierre Razoux suit les péripéties qui conduisent à la constitution de la Géorgie elle-même. Dominé par Rome, par Byzance, par les Arabes (durant trois siècles), par les Mongols, coincé entre les puissances perse et ottomane, l'espace aujourd'hui nommé Géorgie alterne au fil des siècles les périodes

de faste et de décadence. Sa position géographique clé fait sa force (à laquelle concourent également la richesse de sa terre et un mode de vie envié) ; elle fait aussi sa faiblesse : couches de peuplement successives et divisions des diverses composantes provinciales définissent un destin pour le moins composite dont se manifeste encore l'écho insistant.

xviii^e et surtout xix^e siècles marquent le passage de la région sous l'influence russe. On réalise mal en Occident l'importance qu'eut la conquête du Caucase dans la géopolitique et la culture russes (ce dont témoignent pourtant de nombreux écrivains ou musiciens russes du xix^e siècle), comme on réalise mal le poids des élites géorgiennes dans le gouvernement de l'URSS – et donc la proximité, l'interpénétration même, des deux peuples dans une histoire commune.

Cette histoire commune se fracture en même temps que l'URSS, et c'est pratiquement la moitié de l'ouvrage que P. Razoux consacre au chaos post-soviétique. On trouvera là d'amples sujets de méditation : sur le désordre d'un pays divisé par l'irrévérendisme de provinces parfois minuscules, et gouverné par une galérie d'étranges leaders, entre satrapes orientaux et démocrates approximatifs, voire franchement dévoyés – le parcours d'un Édouard Chevardnadze demeurant à cet égard l'un des plus romanesques qui soit... Sur la stratégie russe, retorse, jouant sur tous les tableaux à la fois, roulant

même ses plus proches « amis » pour maintenir son influence dans un espace qu'elle juge déterminant à plusieurs égards : parcours énergétiques, proximité de la Tchétchénie, etc.

Des événements d'août 2008, P. Razoux décrit la logique : celle d'un pari fou de Mikhaïl Saakachvili – d'autant plus fou qu'il reposait sur des présupposés totalement faux. L'auteur passe en revue, en conclusion, les principales hypothèses de court terme, la plus vraisemblable restant celle du *statu quo*, puisqu'elle aurait pour avantage principal de geler les intérêts de tous les acteurs en présence.

Riche et alerte, l'ouvrage de P. Razoux permet à la fois la découverte d'un espace aux complexités mal connues, et l'approfondissement de la réflexion sur son destin qui demeure décisif, en particulier pour les rapports entre Russie et Occident.

Dominique David

SÉCURITÉ/STRATÉGIE

THINKING ABOUT NUCLEAR WEAPONS: PRINCIPLES, PROBLEMS, PROSPECTS

Michael Quinlan
Oxford, Oxford University Press,
2009, 184 pages

Sir Michael Quinlan était sans doute, au moment de sa disparition en février dernier, l'un des plus fins analystes britanniques des ques-

tions nucléaires. Dans cet ouvrage extrêmement dense, il nous livre des réflexions profondes et couvre un très large spectre de dimensions : les thématiques « classiques » telles que la dissuasion, la prolifération et ses conséquences, ou la course aux armements sont bien sûr abordées, mais se voient complétées par des développements plus rares et tout aussi pertinents sur la dimension éthique de la stratégie nucléaire, ou encore sur la posture nucléaire britannique – qu'il a lui-même contribué à forger au cours de sa carrière.

Contrairement aux auteurs ayant adopté une approche du nucléaire militaire par une perspective prioritairement technique, juridique ou diplomatique, M. Quinlan porte systématiquement un regard politique et stratégique sur le sujet. Ce regard particulier s'applique aussi bien aux effets de l'arme nucléaire sur la politique internationale et les postures stratégiques (la « révolution nucléaire ») qu'aux moyens – passés et futurs – censés réduire les risques d'emploi de l'arme nucléaire.

S'il reconnaît sans mal le caractère éminemment politique de l'arme nucléaire que lui confère son potentiel destructeur, l'auteur ne la réduit pas à cette seule dimension : il rappelle ainsi utilement que la dissuasion nucléaire, pour être crédible, doit nécessairement comporter un volet militaire, axé sur les scénarios d'emploi de l'arme. La bombe atomique n'est donc pas une simple

« arme de non-emploi » comme on l'annonce souvent, et la pertinence d'une orientation doctrinale telle que le « non-emploi en premier » ne va pas de soi, mais dépend *in fine* de l'environnement sécuritaire propre à chaque État. Quinlan souligne ainsi à raison que le rejet d'une telle option ne signifie en aucune mesure l'adoption d'une stratégie axée sur le « combat nucléaire ».

Le propos de l'auteur sur le lien entre les armes nucléaires et l'éthique offre également un éclairage bienvenu sur une dimension trop souvent négligée dans les ouvrages de stratégie. Si l'énormité des dégâts pouvant être occasionnés par un emploi de l'arme nucléaire a rendue impérative sa prise en main par les autorités politiques, elle a également soulevé d'insolubles dilemmes moraux, en particulier à partir du moment où plusieurs États ont fait reposer leur sécurité sur des plans de ciblage visant les centres de population de l'adversaire. Pour l'auteur, l'abandon de ces plans « anti-cités » ou « contre-valeurs », amorcé dans l'après-guerre froide, constitue une avancée notable, qui doit à plus long terme se poursuivre par un véritable effort en vue d'accomplir le devoir moral du désarmement nucléaire.

Quinlan n'est ni moins pertinent, ni moins nuancé lorsqu'il aborde les processus de désarmement et de maîtrise des armements : là encore, leur utilité ne saurait être évaluée qu'au regard de l'environnement

politique et sécuritaire dans lequel ils s'inscrivent. *L'arms control*, pas plus que la dissuasion nucléaire ou le désarmement, ne doit être considéré comme une fin en soi. De nouvelles mesures de maîtrise des armements peuvent être, selon les contextes, bienvenues, mais toutes ne le seront pas. De même, on ne peut que rejoindre l'auteur lorsqu'il rappelle le caractère superflu et profondément irréaliste d'une réflexion visant à l'abolition des armes nucléaires qui serait découplée d'une prise en compte des besoins de sécurité des possesseurs actuels de ces armes. Admettant la difficulté de la tâche à accomplir, M. Quinlan rappelle que l'ordre nucléaire – et notamment le régime de non-prolifération – et l'ordre international sont inextricablement liés et qu'il serait vain de penser transformer le premier sans déstabiliser le second.

Corentin Brustlein

**THE ACCIDENTAL GUERRILLA:
FIGHTING SMALL WARS
IN THE MIDST OF A BIG ONE**

David Kilcullen

Londres, Hurst & Co., 2009,
346 pages

David Kilcullen fait partie de ces *soldiers-scholars* qui alimentent l'histoire de la pensée stratégique américaine. Né en 1967, cet ancien officier australien explore depuis une dizaine d'années le phénomène de la guerre irrégulière à l'Univer-

sité de New South Wales. C'est ainsi qu'il devient en 2005 le conseiller de Condoleezza Rice sur les questions de contre-insurrection, ainsi que du général Petraeus en Irak, où il fut l'un des artisans du *surge*. Il reste aujourd'hui l'un des experts les plus influents aux États-Unis. Lire *The Accidental Guerrilla*, c'est donc découvrir une recherche, mais aussi prendre la « température intellectuelle » des cercles de la sécurité nationale à Washington.

Kilcullen avait introduit la controverse avec une étude de 2004, dans laquelle il appelait à considérer la lutte contre le terrorisme en termes d'« insurrection globale¹ ». Sans pour autant renier cette notion, il précise ici sa pensée en l'articulant à l'échelle locale dans un nouveau concept : la guérilla accidentelle.

La guérilla accidentelle, c'est le piège tendu par le terrorisme aux États et dans lequel l'Occident est tombé après le 11 septembre. Le « syndrome », comme l'appelle D. Kilcullen en amateur de métaphores médicales, se décline en quatre phases : l'*infection*, au cours de laquelle des terroristes transnationaux établissent leur présence dans une zone ; la *contagion*, qui voit leur activité se développer sous des formes diverses ; celle-ci menant à une *intervention* internationale ; elle-même, perçue comme une invasion, conduit à un *rejet* des populations

locales qui s'organisent ainsi en guérillas aux côtés des terroristes.

Bien que son analyse ne soit pas entièrement nouvelle, D. Kilcullen a le mérite de l'exposer avec force et complexité à un large public américain, encore peu familier de cette approche non conventionnelle. Son autre atout majeur est d'ancrer sa pensée dans les réalités de terrain, tout en balayant de nombreux théâtres d'opérations. Il montre ainsi comment, en Afghanistan, les relais de pouvoir traditionnels ont été noyautés ou remplacés par une infrastructure radicale. Il propose une réponse contre-insurrectionnelle à partir d'un programme de construction de routes qui n'est pas sans rappeler la dimension pacificatrice des voies romaines. Il revient aussi naturellement sur l'Irak, avec les tribulations des premiers temps du *surge*, en se concentrant particulièrement sur la formation et l'emploi des forces de sécurité locales. À l'instar du judo, la guérilla accidentelle utilise donc la force de l'adversaire pour le renverser. Le 11 septembre n'a finalement été qu'une immense provocation qui a poussé l'Amérique à réagir de façon excessive — D. Kilcullen a toujours condamné l'invasion de l'Irak — par des interventions tous azimuts offrant aux *takfiri* le djihad légitime dont ils ont tant besoin. Le terrorisme n'est donc que le premier acte de l'insurrection, seule à même de donner la victoire par la conquête des populations. La stratégie antiterroriste de l'Amérique

1. D. Kilcullen, « Countering Global Insurgency », *Journal of Strategic Studies*, vol. 28, n° 4, août 2005, p. 597-617.

centrée sur l'ennemi (*enemy-centric*) se révèle ainsi la meilleure alliée d'une stratégie terroriste centrée sur la population (*population-centric*). En permettant aux djihadistes de rallier temporairement des populations locales sur la défensive, l'Amérique « a fait d'une souris un éléphant ».

Kilcullen s'attache à varier ses exemples, à les rechercher dans des situations politiques, sociales et religieuses diverses : il évoque ainsi les cas du Timor oriental, où il a lui-même servi, ou encore celui des rebelles en Thaïlande. C'est pourtant bien la lutte contre l'islam combattant qui semble constituer la priorité de l'auteur, qui va jusqu'à faire de l'Europe – et notamment des banlieues françaises – un front potentiel de cette guérilla accidentelle, et en livre une analyse intéressante – certes sans expérience de première main, souvent traitée de manière exagérée, mais non sans intuition.

L'ouvrage de D. Kilcullen est à classer dans ces témoignages d'un retour au pragmatisme du leadership américain. S'il juge sévèrement l'*hubris* interventionniste des années Bush en Irak et en Afghanistan, il insiste sur le devoir qu'a l'Amérique de ne pas abandonner ces deux pays, tant sur le plan moral que sur celui de l'intérêt national. L'Amérique, en déclenchant des guérillas accidentelles, a forgé les armes d'un nouvel ennemi, unissant les échelles globale et lo-

cale. Pour D. Kilcullen, il est temps de les séparer à nouveau, et que l'éléphant redevienne souris.

Élie Tenenbaum

**IRAK IN TRANSLATION :
DE L'ART DE PERDRE UNE GUERRE
SANS CONNAÎTRE LA LANGUE
DE SON ADVERSAIRE**

Mathieu Guidère

Paris, Éditions Jacob-Duvernet,
2008, 188 pages

Mathieu Guidère, spécialiste des questions de sécurité et agrégé d'arabe, cherche à démontrer que les défaillances linguistiques de l'armée américaine ont largement contribué à son enlèvement en Irak. Les notions de trahison et de loyauté constituent le fil directeur de l'ouvrage. Partant du constat que les premières victimes du conflit irakien furent des interprètes et des traducteurs, l'auteur met en évidence les nombreux problèmes éthiques liés à ce métier, notamment en temps de guerre. La loyauté des traducteurs envers un camp est en effet souvent interprétée comme une trahison par l'autre.

Guidère s'attache d'abord à l'aspect humain de la traduction en étudiant les dynamiques de pouvoir entre les traducteurs, la population locale et l'armée américaine. Le rôle des traducteurs en Irak est ambigu : à la fois « cibles prioritaires » et « traducteurs tortionnaires », ils sont exposés aux représailles de la

population civile, qui les considère comme des traîtres, mais possèdent également un pouvoir de vie et de mort sur ceux dont ils traduisent les propos.

La deuxième partie met l'accent sur les enjeux économiques et financiers liés à la traduction. Les attentats du 11 septembre 2001 ont révélé la nécessité pour les États-Unis d'investir dans la maîtrise des langues étrangères. L'externalisation des « services langagiers » a cependant été caractérisée par un manque de rigueur dans l'attribution des contrats aux partenaires privés et dans les méthodes de recrutement de ces derniers (recours abusif aux arguments financier et « patriotique »).

La troisième partie examine les recherches menées par la défense américaine sur les langues étrangères. Depuis le 11 septembre, elles visent à un nouveau partage des tâches entre les traducteurs « humains », se consacrant aux travaux d'analyse, et les machines, qui fournissent des traductions simples et un soutien au personnel déployé. Les échecs cinglants essuyés par différentes « technologies langagières » (traduction automatique, machines portatives, langage visuel) prouvent néanmoins que toute traduction efficace doit être basée sur une interaction entre les deux parties. L'acharnement des États-Unis à vouloir trouver la machine de traduction parfaite démontre un intérêt uniquement pragmatique envers les langues étrangères,

qui se donne avant tout pour objectif une reconquête de la position hégémonique de l'anglais.

L'auteur établit ainsi un parallèle pertinent entre l'unilatéralisme américain et son monolinguisme affirmé, parallèle renforcé par le cadre idéologique de la guerre contre le terrorisme. La vision manichéenne du monde qui constitue la base de ce concept s'accommode mal des traducteurs. Situés entre plusieurs langues et cultures, ils deviennent des terroristes en puissance. Aucune traduction n'étant neutre, elle constitue selon l'auteur une continuation de la guerre par des moyens linguistiques et idéologiques.

Un chapitre final moins clair replace les questions précédemment développées dans le contexte de l'émergence d'une société de l'information ; la situation en Irak en termes de traduction ne serait que le reflet de tendances observées au niveau mondial. La plupart des acteurs étant *lost in translation* devant la multiplication des informations en langue étrangère, les traducteurs sont devenus des intermédiaires indispensables, mais également des boucs émissaires désignés.

À travers le prisme de la traduction, M. Guidère livre donc une analyse originale du conflit irakien et met en évidence le fait que la maîtrise des langues constitue aujourd'hui, incontestablement, un enjeu de pouvoir.

Louise Romet

AMÉRIQUES

LES ÉTATS-UNIS ENTRE UNI- ET MULTILATÉRALISME : DE WOODROW WILSON À GEORGE W. BUSH

Pierre Mélandri
et Serge Ricard (dir.)
Paris, L'Harmattan, 2008,
332 pages

L'ouvrage dirigé par Pierre Mélandri et Serge Ricard se donne comme objectif d'évaluer l'engagement international des États-Unis en replaçant les développements récents dans une perspective historique. Il rassemble des historiens et des « civilisationnistes » américains, canadiens et français, qui abordent différents aspects de la présidence Bush – voir le texte de Charles-Philippe David – tout en analysant les logiques de long terme dans lesquelles s'inscrivent les initiatives diplomatiques du pays – ainsi des textes de Pierre-Michel Durand ou de Jordan Stancil. Le fil conducteur de ces 14 chapitres est une interrogation sur la notion de wilsonisme. Le livre souffre néanmoins d'un défaut directement lié à son éclectisme, c'est-à-dire un relatif manque de structure : l'absence d'un index et d'une conclusion n'est pas compensée par la riche introduction rédigée par P. Mélandri et S. Ricard.

Le lecteur est donc invité à faire son choix entre les différentes contributions, sans considérer que le livre est exhaustif, ce qu'aucun des deux auteurs n'ambitionne d'ailleurs.

Les chapitres historiques illustrent toute la complexité de la position américaine depuis la seconde guerre mondiale : les textes consacrés à Franklin D. Roosevelt, au Plan Marshall et à Dwight D. Eisenhower montrent les limites de la tactique multipolaire américaine. Les années 1948-1949 sont certes un tournant fondamental dans la mesure où l'Amérique se lie de façon pérenne à l'Europe, mais, dans les faits, les États-Unis n'hésitent pas à agir seuls lorsqu'ils l'estiment nécessaire (voir Suez en 1956). La situation change-t-elle avec les années 1960 ? Stanley Hoffman parlait en 1968 d'un « Gulliver empêtré » pour désigner les États-Unis piégés dans le borbier vietnamien. À suivre l'ouvrage, rien ne semble indiquer une modification substantielle. Le multilatéralisme demeure un moyen, une option parmi d'autres, que les États-Unis utilisent à leur profit. Ils le font d'autant plus volontiers que les grandes associations multilatérales – notamment l'Organisation des Nations Unies (ONU) – perdent rapidement en crédibilité aux États-Unis au fur et à mesure qu'elles deviennent des forums pour des prises de position tiers-mondistes sur le mode de la dénonciation (notamment de l'impérialisme américain). Le texte d'Antoine Coppolani montre avec force détails que le réajustement de la politique étrangère sous Richard Nixon ne visait qu'à reformuler la puissance américaine dans un contexte différent de celui de l'après-guerre, alors que la

Chine et les Communautés européennes devenaient des acteurs importants. Celui d'Edouard Husson sur la politique monétaire s'inscrit dans une perspective identique, en soulignant par ailleurs toute la fragilité de l'ordre monétaire en place depuis 1971.

La perspective historique permet donc de saisir le rapport instrumental que les États-Unis entretiennent avec le multilatéralisme – un rapport dont la véritable nature s'est révélée après le 11 septembre. L'Administration Bush, sous l'influence d'un petit groupe de responsables néoconservateurs, se lance alors dans un ambitieux programme dont le point de départ est l'invasion de l'Irak en 2003. Les alliances (Organisation du Traité de l'Atlantique Nord) et les organisations internationales (ONU) sont sciemment contournées au profit d'un unilatéralisme fondé sur la protection de la nation américaine. Mais comment s'est opéré ce changement au sein de l'Administration ? C'est tout le mérite de la contribution de C.-P. David que de mettre en lumière les déterminants internes qui ont conduit au retournement de la diplomatie américaine. Son texte dévoile toute une série de facteurs (du structurel au psychologique, en passant par le politique) qui expliquent le mode de prise de décision au sein de l'équipe Bush. Il est ainsi en mesure d'établir des diagnostics sur le fonctionnement de l'Administration – notamment sur la gestion du National Security Council (NSC) par

Condoleezza Rice – et de conclure sur le choix délibéré qui a été fait d'attaquer l'Irak sans que l'intérêt national américain soit directement menacé. Il aurait sans doute été souhaitable de disposer d'au moins un autre éclairage sur les mécanismes internes de l'Administration et sur le processus de prise de décision. La configuration institutionnelle des États-Unis étant extrêmement ouverte et fragmentée, il est absolument nécessaire, pour une bonne compréhension de la diplomatie du pays, de se tourner vers les déterminants internes. L'ouvrage de S. Ricard et de P. Mélandri néglige hélas quelque peu cette dimension.

François Vergniolle de Chantal

US DEFENSE POLITICS THE ORIGINS OF SECURITY POLICY

Harvey M. Sapolsky, Eugene Gholz, Caitlin Talmadge
New York, Routledge, 2008,
194 pages

Dès son premier chapitre, l'ouvrage présente l'organisation de l'appareil de défense américain et son histoire. L'apparition de l'arme nucléaire et les débuts de la guerre froide conduisent l'Administration Truman et le Congrès à promulguer en 1947 le National Security Act, qui définit encore aujourd'hui les relations entre le président des États-Unis et les forces armées. Ce texte crée l'US Air Force, la Central Intelligence Agency, le National Security Council ; il institutionna-

lise le Joint Chiefs of Staff (comité des chefs d'état-major) et unifie les *departments* de l'Armée et de la Marine dans un nouveau ministère de la Défense, dirigé par un ministre lui-même placé statutairement au-dessus des ministres traditionnels. Cette organisation demeure stable jusqu'en 1986, date à laquelle est adopté le Goldwater-Nichols Act, qui renforce l'autorité du pouvoir civil au sein du Pentagone, et donc celle du ministre de la Défense. Les auteurs insistent sur les rivalités inter-armées, de la « révolte des amiraux » à l'abandon de la doctrine des représailles massives, qui permet à la Navy de récupérer une part substantielle de la mission nucléaire – initialement assurée exclusivement par le très puissant Strategic Air Command.

Dans le chapitre suivant, Harvey M. Sapolsky, Eugene Gholz et Caitlin Talmadge introduisent les courants qui influencent la grande stratégie américaine. Qu'il s'agisse des *primacists*, qui privilégient l'emploi de la force armée afin de maintenir la suprématie américaine dans le monde, des partisans d'une stratégie « restrictive », avatar de l'isolationnisme du XIX^e siècle et du début du XX^e siècle, ou encore des *liberal internationalists* de l'ère Clinton, la stratégie américaine de sécurité reste soumise aux aléas de la politique intérieure et des réactions d'une opinion publique américaine qui a toujours manifesté une forte sensibilité aux pertes. La volonté de limiter le prix politique

d'une intervention militaire, ainsi que le sentiment d'insularité stratégique d'un État-continent protégé par deux océans, expliquent ainsi l'*American way of warfare*, qui privilégie historiquement une approche centrée sur la technologie, la puissance de feu et l'*airpower*.

L'analyse se poursuit avec une description des différents acteurs de la politique américaine de sécurité et de défense. L'Army National Guard (340 000 soldats) et l'Air National Guard (105 000 soldats), héritières des milices coloniales, servent à la fois aux niveaux fédéral et national et peuvent donc, à ce titre, être employées en opérations extérieures aussi bien que pour des missions d'assistance aux populations sur le territoire américain. Elles constituent avec les réservistes des trois armées, du Marine Corps et des Coast Guards, une force d'appoint considérable des unités d'active. À la différence d'autres grandes puissances militaires qui privilégient la composante terrestre ou maritime de leurs forces armées, les États-Unis disposent de conditions géographiques spécifiques qui expliquent la coexistence de quatre *armed services* importants et rivaux, l'Army, la Navy, l'Air Force et le Marine Corps, auxquels viennent s'ajouter les Coast Guards et les Special Operation Forces.

Plus loin, les auteurs nous livrent une surprenante analyse sociologique de la All-Volunteer Force, qui n'est pas forcément représentative

de la société américaine et recrute essentiellement dans la classe moyenne. Ils approfondissent ensuite leur étude des rapports que les élites militaires entretiennent avec les partis démocrate et républicain. Même si les relations civilo-militaires sont parfois tendues, à l'image de la confrontation sévère qui a opposé le président Truman et le général MacArthur pendant la guerre de Corée, le fonctionnement démocratique de la première puissance militaire mondiale est garanti par la subordination du pouvoir militaire au pouvoir civil (tentation du *garrison state*). L'ouvrage se poursuit avec une étude de la politique économique de défense et de la politique d'acquisitions du Pentagone, dont la compréhension est indispensable si l'on veut saisir le fonctionnement des institutions et dépasser le mythe du complexe militaro-industriel. Sapolsky, Gholz et Talmadge concluent leur réflexion par un éclairage sur la Homeland Security, née au lendemain des attaques du 11 septembre, et soulignent la nécessaire sensibilisation de l'opinion publique aux risques terroristes, tout en rappelant les limites d'une telle politique – n'oublions pas les errements de l'opération Iraqi Freedom justifiée, à tort, par la présence supposée d'armes de destruction massive.

À l'heure où l'Administration Obama opère une révision stratégique et budgétaire de sa politique de sécurité et de défense, la lecture de cet ouvrage permet indéniablement

de mieux saisir les rouages du *decision-making process* américain.

Anne-Henry de Russé

ASIE

L'OCCIDENT DE LA CHINE : PÉKIN ET LA NOUVELLE ASIE CENTRALE (1991-2001)

Thierry Kellner

Genève, PUF/IHEID, 2008,
622 pages

Dans son nouvel ouvrage, Thierry Kellner met l'accent sur les questions énergétiques, en les situant dans le contexte plus général des relations politiques et économiques entre la Chine et l'Asie centrale.

La fin de l'URSS et l'apparition dans la région centrasiatique de cinq nouveaux États qui en sont issus ont posé à la Chine une série de problèmes nouveaux, aussi bien en interne qu'au plan international – notamment le risque de soutiens extérieurs aux Ouïgours du Xinjiang et la dépendance croissante de la Chine en pétrole et en gaz vis-à-vis de ces nouvelles républiques. En effet, deux ans après les indépendances, la Chine est devenue importatrice nette de pétrole et le demeure aujourd'hui.

L'auteur commence par traiter du Xinjiang, de sa géographie et de son histoire, puis il aborde les poussées sécessionnistes des Ouïgours et l'éventualité de soutiens extérieurs.

L'essentiel de l'ouvrage est ensuite consacré aux relations sino-centrasiatiques, en distinguant les liens entre Pékin et chacune des cinq républiques. Le traité de Shanghai, signé en 1996, vise ainsi à créer un « partenariat stratégique », fondé sur la confiance et l'égalité entre les États membres, y compris la Russie. Tout un volet du traité inclut également l'établissement de contacts militaires, ainsi que des mesures relatives à la lutte contre le terrorisme, en particulier les mouvements islamistes, et contre les trafics de drogue originaires d'Afghanistan.

L'axe économique de la coopération s'incarne quant à lui dans la réouverture de la Route de la soie, restée presque dormante depuis la fin du XIX^e siècle. Cette réouverture s'accompagne du renforcement des infrastructures de transport, ainsi que de l'amélioration et de la multiplication des points de passage frontaliers. Après ces remarques d'ordre général, l'auteur passe en revue les liens entre Pékin et chaque république, les difficultés rencontrées et celles qu'il reste à surmonter, les points d'accord enfin.

L'axe énergétique (pétrole kazakh, gaz turkmène, hydroélectricité kirghize) occupe une place de choix dans l'ouvrage : conditions de négociation et réalisations en cours, y compris les projets d'oléoducs jusqu'au Xinjiang.

In fine, Th. Kellner se demande si les relations entre les cinq républiques et la Chine sont « sans nuages ». En effet, les différents frontaliers hérités de l'URSS font encore l'objet de discussions, et l'on perçoit par exemple quelques grincements entre Pékin et le Kazakhstan, concernant les eaux de l'Irtych.

Un intérêt supplémentaire de ce livre est d'aborder le contexte politique et économique de chaque république, les défis survenus après l'implosion de l'URSS, les à-coups du développement, et d'effectuer des comparaisons entre les pays.

C'est une véritable somme que nous offre ici l'auteur, par son ampleur et par la minutie avec laquelle chaque question est abordée. Le tout est étayé de très copieuses sources : ouvrages, presse et périodiques de nombreux pays ; les publications en chinois tiennent une large place.

Gilbert Étienne

EUROPE

EUROPEAN SECURITY IN A GLOBAL CONTEXT: INTERNAL AND EXTERNAL DYNAMICS

Thierry Tardy (dir.)
New York, Routledge, 2009,
236 pages

Thierry Tardy a réuni autour de lui un panel de chercheurs du monde entier pour traiter de la sécurité

européenne. Ce travail collectif s'organise en deux parties. La première est une présentation de l'architecture européenne de sécurité. Sont analysées tour à tour l'Union européenne (UE), l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN) et l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE). Les contributions, notamment celles de Th. Tardy (UE) et de Victor-Yves Ghebali (OSCE), constituent une mine d'informations actualisées sur les actions menées par ces institutions dans le domaine de la sécurité, où les avancées concrètes de la politique européenne de sécurité et de défense (PESD) contrastent avec l'inquiétant enlisement de l'OSCE, victime des dissensions qui y opposent les Russes aux Occidentaux. Un universitaire hongrois, Pal Dunay, évoque l'entrée des pays d'Europe centrale et orientale (PECO) dans les structures ouest-européennes et montre que leur échec relatif s'explique moins par leur passé communiste que par leur absence de taille critique. Cette partie se clôt par une contribution de Graeme P. Herd sur la Russie, acteur clé de la sécurité européenne, qui est à la fois à l'intérieur de l'Europe et de certaines de ses institutions, telles l'OSCE, et à l'extérieur de celle-ci au point de constituer depuis quelques années l'un des principaux défis pour la sécurité de l'UE ou de ses partenaires de l'OTAN.

La seconde partie est plus originale. Cinq chapitres successifs consacrés

aux États-Unis, au Moyen-Orient, à l'Afrique, à la Chine et à l'Inde s'intéressent à la perception que chacun de ces acteurs a de l'Europe – dont il est remarquable qu'elle soit souvent confondue avec l'Union européenne. Ce qui frappe, c'est la similitude des opinions. Les États-Unis (on le savait depuis Robert Cooper et Robert Kagan), mais aussi l'Inde ou la Chine, sont des puissances westphaliennes, qui considèrent avec scepticisme l'émergence d'une puissance civile postmoderne et timorée que ses sous-performances économiques et son atonie démographique semblent condamner à un irrémédiable déclassement. Au Moyen-Orient, comme le montre Roland Dannreuther dans l'une des meilleures contributions du livre, l'Europe peine à faire entendre sa voix. En Afrique, même si l'UE a mené des opérations civiles et militaires sans l'aide de l'OTAN, l'Europe est moins influente que les États qui la composent, et qui y exercent encore une influence bilatérale considérable.

Pour autant, malgré l'ombre portée sur la sécurité européenne par la Russie de Poutine et le mépris dans lequel les grandes puissances tiennent la balbutiante politique européenne de sécurité, le pessimisme n'est pas de mise dans cet état des lieux. Tardy dans sa contribution et François Heisbourg dans sa conclusion – joliment titrée « L'insupportable fardeau de ne pas être » – soulignent que « la dynamique du

changement joue en faveur de l'Union européenne » (Th. Tardy). Alors que les défis sécuritaires sont de moins en moins de nature militaire et émanent de plus en plus d'acteurs non étatiques, une organisation multilatérale, forte de la légitimité que lui confère le consensus qui y prévaut, capable de mobiliser des réponses militaires et non militaires à tous les stades de la gestion des crises, possède des avantages comparatifs que les vieilles nations westphaliennes n'ont plus. Sans doute ce potentiel n'est-il pas encore concrétisé ; mais les progrès réalisés depuis une dizaine d'années, avec notamment la formalisation et la mise en œuvre d'une politique européenne de sécurité et de défense, devraient inciter à la persévérance.

Yves Gounin

L'UNION EUROPÉENNE ET L'IMMIGRATION CLANDESTINE

Denis Duez

Bruxelles, Éditions de l'Université de Bruxelles, 2008, 280 pages

La thèse de l'auteur est présentée dès les premières pages de cet excellent ouvrage : la lutte contre l'immigration clandestine favorise la diffusion d'une image insécurisante. Elle alimente plus qu'elle ne combat les thèses populistes et les courants xénophobes. Ce processus de construction sociale des insécurités produit un décalage entre les discours et les pratiques et conduit à une politique européenne qui

puise sa légitimité dans un mécanisme de production des représentations sociales de l'autre et de soi-même.

Dans le traité d'Amsterdam de 1997, qui fait passer progressivement de l'intergouvernemental au communautaire les décisions pour le « troisième pilier » (justice et affaires intérieures, JAI), la politique d'immigration n'est pas mentionnée. Pourtant, depuis lors, la politique européenne de sécurité intérieure s'est focalisée sur l'immigration (renforcement des frontières extérieures et contrôle des flux, notamment d'asile et d'immigration illégale).

Le premier chapitre, consacré à la construction sociale des menaces et à la légitimité de l'ordre politique, analyse la sécurité comme pratique discursive, à travers de très bons passages sur les idées politiques qui font apparaître l'extension du concept de menace, tel qu'analysé par plusieurs philosophes dont Thomas Hobbes, Carl Schmitt, Ulrich Beck.

Le second chapitre porte sur la lutte contre l'immigration clandestine dans le projet européen de sécurité intérieure. Ce thème ne figure pas dans le traité de Rome. La politique de gestion du risque migratoire, présente dans les accords de Tampere (1999), en vient progressivement à réduire l'actuelle politique européenne de l'immigration à la lutte contre l'immigration clandestine, tels sont les objectifs presque

exclusifs des sommets de Séville (2002), de Thessalonique (2003) et, pour partie, de La Haye (2004).

Le troisième chapitre procède à une analyse du dispositif européen de lutte contre l'immigration clandestine : l'approche défensive domine, marquant le retard de l'Europe migratoire par rapport aux États-Unis, au Canada et à l'Australie, qui pensent l'immigration comme constitutive de leur population et de leur identité.

Le chapitre IV est la clé de voûte de l'édifice. Il montre comment la lutte contre l'immigration clandestine devient l'instrument de légitimation de l'ordre politique européen, l'immigration étant traitée comme une menace économique et sociale, identitaire, criminelle, et sécuritaire (terrorisme) depuis le 11 septembre 2001. On passe de la lutte contre l'immigration clandestine à la lutte contre l'émigration clandestine dans les régions de départ, avec un coût humain considérable. La contradiction entre les valeurs de l'Europe et cette politique est flagrante. La légitimation peut néanmoins se transformer en crise de légitimité, puisque l'Europe n'atteint qu'imparfaitement ses objectifs. Il y a donc à la fois crise d'efficacité (des *outputs*), crise démocratique (des *inputs*), et crise éthique. L'Union européenne fait alors figure de « communauté d'insécurité », selon une dimension ami/ennemi analysée par C. Schmitt, dans une guerre infinie contre les clandestins, avec

pour seule limite l'état de droit. Face à l'échec de la lutte contre le terrorisme, l'Union européenne se reporte sur la lutte contre l'immigration clandestine assimilée au terrorisme. Les États membres de l'Union surestimant leur capacité à s'entendre sur un projet cohérent en matière d'immigration illégale, le processus conduit à une sélection par défaut du plus grand dénominateur commun : le contrôle de l'immigration, pour rassembler l'opinion contre un ennemi commun.

La lutte contre l'immigration clandestine, étudiée comme politique de sécurité et comme pratique discursive, fait apparaître la spectacularisation de l'action communautaire, centrée sur l'illusion du contrôle, dans un contexte où la peur de l'Autre devient constitutive d'une appartenance à une communauté.

Le choix méthodologique opéré par l'auteur de passer par la théorie pour analyser une pratique politique donne un supplément incontestable d'intelligibilité à ce travail universitaire par rapport à beaucoup d'autres travaux sur l'Europe de la sécurité intérieure et extérieure face aux étrangers : « en trouvant son Autre, l'Europe aurait inventé son *demos*. Et si elle y perdait plutôt ses valeurs ? Celles-là même pour lesquelles les clandestins ont perdu la vie ou la risqueront demain ? » s'interroge-t-il. L'itinéraire où nous guide D. Duez est convaincant et abondamment

nourri. L'auteur livre cependant une image peut-être trop consensuelle de l'Europe, qui élude le rôle essentiel de contre-pouvoir du Parlement européen et des ONG qui gravitent autour de lui.

Catherine Wihtol de Wenden

MAGHREB/MOYEN-ORIENT

LES MÉDIAS EN MÉDITERRANÉE : NOUVEAUX MÉDIAS, MONDE ARABE ET RELATIONS INTERNATIONALES

Khadija Mohsen-Finan (dir.)
Arles, Actes Sud, 2009, 398 pages

Le lancement le 1^{er} novembre 1996 de la chaîne de télévision Al-Jazeera est, sans conteste, l'événement qui a le plus chamboulé la média-sphère jusque là dominée par le phénomène CNN. Désormais, la chaîne d'information américaine en continu n'est plus la seule à couvrir l'actualité internationale et à lui donner sens.

À défaut de diffuser une perception arabe unitaire, Al-Jazeera a ainsi mis fin au monopole d'une représentation occidentale, sinon états-unienne, du monde, annonçant la généralisation des télévisions satellitaires. Cet éclatement de la *Weltanschauung* dominante a non seulement bouleversé le paysage médiatique, mais a aussi profondément modifié les relations entre les populations et l'information, composante désormais organique des relations internationales.

Au choc des civilisations de Samuel Huntington, cher aux idéologues néo-conservateurs, cette nouvelle donne a substitué un choc salutaire des représentations. Celui-ci n'oppose plus un Orient artificiellement unifié par le mal à un Occident tout aussi monolithique, mais ouvre différentes perspectives de complexité. À travers ses médias, on redécouvre un monde arabo-islamique composite, non seulement de par la variété de ses espaces – Maghreb, Machrek, espaces asiatique et extrême-asiatique, mais aussi du fait la diversité des maux qui frappent chacune des sociétés qui le composent : difficultés économiques, sociales ou culturelles.

Ainsi, la domination économique, stratégique et culturelle des rives du Nord de la Méditerranée sur celles du Sud perdure et s'accroît. Au-delà d'une communauté musulmane mondiale homogène sur petit écran, les écarts restent grands entre les élites économique-militaires et les sociétés civiles. La diversité des situations entre Maroc, Algérie et Tunisie rend l'espace maghrébin difficilement appréhendable, et son émergence institutionnelle très incertaine. La même improbabilité menace la réalisation d'une Union pour la Méditerranée (UPM), dont la pertinence est discutable et qui demeure, comme le fut le processus initié à Barcelone en 1995, brutalement confrontée à l'inévitable dimension politique du conflit israélo-palestinien qui, quoiqu'on en dise, continue à imposer sa cen-

tralité géopolitique à l'arc de crises proche- et moyen-oriental.

En abordant ces différentes complexités de manière transversale, cet ouvrage issu des actes du colloque « Médias en Méditerranée » qui s'est déroulé à Casablanca du 30 novembre au 1^{er} décembre 2006 constitue un bel apport à l'effort de compréhension d'une mondialisation qui réduit les distances géographiques tout en aggravant les écarts culturels, sinon les replis identitaires. Emaillée de retours sur l'histoire, cette somme multiplie les approches et les exemples – de l'Italie au Liban, de l'analyse de la sociologie du Web au traitement médiatique du conflit israélo-palestinien – et parvient, en sondant les imaginaires politiques et religieux, à des constats multiples.

En dépit des efforts déployés par la nouvelle Administration américaine dans sa politique de communication, l'agenda stratégique américano-israélien reste inchangé. Derrière la priorité d'une gestion de crise du dossier nucléaire iranien et d'un redéploiement des troupes et moyens militaires de l'Irak vers l'Afghanistan, le conflit israélo-palestinien est toujours traité comme une question sécuritaire relevant de la sacro-sainte guerre contre le terrorisme. En s'immergeant dans les sociétés qu'elle traverse, cette exploration des différents théâtres médiatiques méditerranéens nous ramène à l'essence *politique* non seulement du

conflit israélo-palestinien, mais aussi à celle des confrontations en cours au Sahara occidental ou à Chypre.

Ce livre majeur constitue un outil de travail indispensable pour les chercheurs, journalistes, décideurs ou simples citoyens qui, au-delà ou en deçà du choc des représentations, veulent aller à la complexité du réel.

Richard Labévrière

LA DÉGÉNÉRESCENCE DU LIBAN OU LA RÉFORME ORPHELINE

Ahmad Beydoun

Arles, Actes Sud, 2009, 175 pages

Ahmad Beydoun propose une analyse sans concession du « modèle libanais » qui, malgré la guerre civile et les accords de Taëf de 1989, continue d'être fondé sur un communautarisme qui le conduirait à sa perte. Le partage du pouvoir est régi par ce qu'on a appelé la « formule », qui est bien antérieure à l'indépendance et au Pacte national de 1943. Les communautés se transforment après l'indépendance en partis politiques, créant ainsi des « groupes multifonctions » qui tendent à « investir l'univers de leurs membres jusqu'au plus lointain de ses recoins ». Les communautés se sont construit un statut officiel et légal et ont accaparé l'État. C'est ainsi que « l'omnipotence des solidarités communautaires a favorisé l'omniprésence de la corruption structurelle à tous les niveaux de la vie publique ». Elle affecte aussi bien

la répartition des sièges au Parlement que celle des fonctions et des portefeuilles au sein du gouvernement, ou la distribution des postes de responsabilité au sein de l'administration. « Chaque citoyen est enrôlé, de gré ou de force, dans des unités politiques dominées par les communautés confessionnelles ». Quant au statut personnel, il relève des lois et pratiques de chaque communauté.

Les événements récents ont encore renforcé cette évolution communautaire : l'auteur souligne à quel point le Hezbollah a confisqué à son profit les compétences de l'État. Ce constat lucide et implacable conduit A. Beydoun à proposer de « délivrer l'État de la tare communautaire ». Il développe un véritable programme de réforme en profondeur du système politique libanais, des mesures concrètes visant, dans l'esprit de l'accord de Taëf, à déconfessionnaliser le pays au niveau des instances politiques comme à celui de la fonction publique, et des divisions administratives. Cette réforme passe par l'adoption de nouvelles lois sur la nationalité, le statut personnel, les élections, le redécoupage des divisions administratives. L'insistance portée par l'auteur sur les nécessaires réformes ne l'empêche pas d'être sans illusions sur la possibilité de les mettre en œuvre. Il s'interroge lui-même : quand, comment et dans quelles conditions une volonté authentique de réforme pourra-t-elle enfin se développer ? On peut douter que le nouveau

gouvernement formé par Saad Hariri à la sortie des dernières élections législatives puisse mettre en œuvre un tel programme, qui léserait de si nombreux intérêts.

Cependant, le système communautaire explique-t-il à lui seul tous les malheurs du Liban ? D'autres facteurs jouent au moins autant que le communautarisme. Quelques grandes familles dominent la vie politique et économique : au sein même de chacune des communautés, elles s'affrontent pour conserver leurs privilèges. On y ajoutera le jeu dangereux auquel se livrent certains clans en recourant à des protecteurs étrangers, dont ils espèrent un soutien politique, voire financier, qu'il s'agisse de l'Arabie saoudite, du Qatar, de la Syrie, de l'Égypte, de l'Iran ou d'Israël, sans parler des pays occidentaux. À cet égard, la sympathie évidente d'une partie des maronites, et notamment des phalangistes, pour Israël ne peut que les discréditer et contribuer à leur marginalisation. Ainsi peut-on craindre que le Liban reste, comme par le passé, le champ de bataille par procuration des puissances régionales ou lointaines.

Denis Bauchard

A MIRROR OF THE ARAB WORLD: LEBANON IN CONFLICT

Sandra Mackey
New York, W. W. Norton & Co.,
2009, 320 pages

Sandra Mackey, journaliste expérimentée qui a déjà écrit plusieurs livres sur le Moyen-Orient, nous offre une analyse très stimulante de la situation libanaise : l'ouvrage cherche à démontrer que les turbulences qui affectent le Liban depuis plusieurs décennies ne sont que le reflet de celles qui touchent le monde arabe, ou tout au moins sa partie moyen-orientale. L'auteur passe ainsi en revue, de façon très transversale, les « fondamentaux » de la région : importance des structures tribales, caractère artificiel des frontières d'États faibles et désstructurés, question palestinienne et son impact sur les différents pays arabes, problème des identités en quête de nations, précarité de la situation des chrétiens, poussée de l'islamisme politique. Chacun de ces thèmes, après un bref rappel des données sur le monde arabe, est étudié de façon plus précise dans sa dimension libanaise.

On regrettera un certain américanocentrisme, tropisme fréquent chez les journalistes ou chercheurs américains, alors que la France a joué et continue de jouer un rôle essentiel au Liban, même s'il est parfois contesté. Paris n'est cité qu'en passant. La politique française a longtemps été vue comme favorisant exclusivement la communauté maronite.

Son inflexion à partir de 1993, marquée par la volonté de développer également de bons rapports avec toutes les communautés, qu'il s'agisse des sunnites, des chiïtes, ou des druzes, est ainsi passée sous silence. Son rôle dans la montée du clan Hariri n'est pas évoqué. L'intervention du président Mitterrand dans le sauvetage d'Arafat et de l'état-major de l'OLP en 1982, sauvetage à la fois politique et physique avec leur « exfiltration » par la marine française, ne fait l'objet d'aucune allusion. Silence également sur le rôle de la France dans la résolution de la crise provoquée par l'opération Raisins de la colère, menée en 1996 par Israël pour, déjà, éradiquer le Hezbollah et sécuriser le Sud-Liban : le Comité de surveillance tripartite, co-présidé par la France et les États-Unis, avait ainsi permis de gérer les incidents entre Israël et le Liban, et de désamorcer les crises potentielles. On peut d'ailleurs regretter que ce dispositif ait été démonté après le retrait unilatéral des troupes israéliennes en 2000 ; son maintien aurait peut-être évité la désastreuse « guerre des 33 jours » à l'été 2006. Le propos est original et intéressant. Néanmoins, il pêche sans doute par esprit de système. Mackey constate elle-même que le Liban a ses propres spécificités et constitue, à bien des égards, un cas à part dans le monde arabe, notamment en raison de son communautarisme, et plus précisément du rôle encore dominant, bien que contesté, des chrétiens. Sur ce point,

elle partage pleinement le regard critique d'Ahmad Beydoun dans son ouvrage, *La Dégénérescence du Liban ou la réforme orpheline*. Le système communautaire poussé jusqu'à l'absurde constitue une des raisons – mais pas la seule – des malheurs du Liban. Le communautarisme et la répartition des places, voire des prébendes, à travers un complexe jeu de quotas, affectent toutes les fonctions politiques ou administratives ; ils sont en décalage complet avec les réalités démographiques et les rapports de force actuels. Se faisant plus précise, S. Mackey souligne en particulier la responsabilité des « treize familles » qui dominent la vie politique comme l'économie du Liban, même si quelques nouveaux venus émergent – Saad Hariri, Michel Aoun, Hassan Nasrallah, qui remettent en cause cet accaparement du pouvoir et entendent accéder au rôle de *zaim*.

La conclusion de ce livre est très critique à l'égard de la politique menée par l'Administration Bush, et pessimiste pour l'avenir. Mackey demande que le sort des populations « opprimées » soit mieux pris en compte ; elle incite les États-Unis et leurs alliés à « gagner les esprits et les cœurs de ces millions de personnes délaissées par leurs propres gouvernements ». Vaste programme, qui rejoint celui du président Obama, mais pourra-t-il réussir face à ceux qui délibérément misent davantage sur l'affrontement que sur le dialogue ?

Denis Bauchard

PARMI LES LIVRES REÇUS

Guillaume S., *La Question du Tibet en droit international*, Paris, L'Harmattan, 2008

Puel J.-M., *Les Fonds souverains. Instruments financiers ou armes politiques ?*, Paris, Autrement, 2009

Ravignan (de) F., *La Faim, pourquoi ? Un défi toujours d'actualité*, Paris, La Découverte, 2009

